



- Communiqué de presse -

**Déclaration Officielle du PIP, relative à la Candidature du PRÉSIDENT
DE LA REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE pour l'ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE IVOIRIENNE DU 31 OCTOBRE 2020**

À L'INTENTION DE LA POPULATION CIVILE IVOIRIENNE ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE,

LE PARTI IVOIRIEN DU PEUPLE CONSTATE UN ÉTAT DE FAIT :

L'État de droit en Côte d'Ivoire est malléable.

La Loi ne gouverne pas, c'est le gouvernement qui l'assujettit.

La décision du Président de la République de la Côte d'Ivoire.

Monsieur Alassane OUATTARA de se présenter comme Candidat à l'Élection Présidentielle Nationale de 2020 ne confirme que ceci :

La Révision de la Constitution, datant de 2016, n'avait que des motivations d'ordre politique personnelles. Le Président de la République entendait faire peau neuve de la Démocratie Ivoirienne, pour in fine faire peau neuve de sa propre personne. Opérée par ses soins, la mue de la constitution ancienne, qui l'invitait à effectuer au maximum deux mandats successifs, était son Cheval de Troie pour déverrouiller puis saper la loi-forteresse ivoirienne.



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

Dans l'entendement du Président OUATTARA, la Constitution de la République de Côte d'Ivoire, morte de par sa Révision courant de l'année 2016, en plein mi-mandat de la seconde mandature OUATTARA, n'a plus valeur d'autorité morale et politique.

Nous disons bien que le quinquennat Numéro Deux du Président OUATTARA (2015-2020) succédait à une Première mandature effectuée de 2010 à 2015.

La nouvelle constitution de 2016 n'était pas une révision de la Constitution, mais bel et bien une "suppression de la constitution", une suppression de tout ce que la Constitution représente, et de tout ce à quoi ladite constitution a fixé comme principes et buts obligeant l'État et établissant les relations réglementées avec et entre les citoyens de notre pays.

La constitution a été supprimée, sans tenir compte de l'opposition de compensation dont les précédents textes de la première Constitution garantissaient l'inviolabilité.

Au vu des événements tragiques qui ont émaillés l'élection présidentielle ivoirienne de 2010, vu les crises politiques qui n'ont cessé de déchirer la Côte d'Ivoire, le Parti Ivoirien du Peuple invite à la nécessité de construire le futur de la Côte d'Ivoire avec tous les artisans de la Paix :

Notre Parti, le Parti Ivoirien du Peuple préconise qu'il serait louable de tenir compte des vicissitudes du passé pour aller de l'Avant ; en attendant du Président sortant un geste de style et de responsabilité politique.

Le P.I.P pose tout de même les évidences que voici :

Toute la classe politique de Côte d'Ivoire, toute la population de Côte d'Ivoire, d'Afrique et de toute l'humanité entière ne peut accepter de contempler sans rien faire, face à la machination impénitente du régime OUATTARA apte à provoquer des tribulations dans le pays.

On ne peut donc pas, étant l'indéfectible volonté du Président de la République de démontrer viscéralement son affectivité à la révision de la constitution, faire porter dramatiquement, une autre fois encore, les effets néfastes de son acte par tout un Pays entier dans les jours à venir.



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

Aussi faisons-nous remarquer que le Président a manqué de capacité politique morale et commis une grosse faute politique pour avoir considéré la présidence de Côte d'Ivoire comme son royaume, et lui-même pour Dieu, de sorte que c'est lui qui organise sa succession avec ses fils dignes ou prodiges contre ses fils indignes ou prodiges ; la défaillance ou le décès des premiers condamnerait les seconds, toujours, aux seconds rôles besogneux de ne jamais régner auprès de lui Dieu le père, ni après lui.

N'est-ce pas que dans son royaume présidentiel, il est Dieu et qu'il n'est de Dieu que lui-même Dieu ?

Le P.I.P atteste qu'il n'est point de Dieu personnifié en Côte d'Ivoire, omnipotent et immortel. Ce que rappelle la Constitution, qui régit la temporalité de tout pouvoir politique en Côte d'Ivoire, avec la possibilité inscrite dans la loi de faire un mandat renouvelable une et une seule fois. L'avoir intégré dans son allocution du 05 mars dernier, et ainsi renoncé de forcer le destin constitutionnel avait valu à Ouattara les félicitations de ses homologues étrangers, dont ceux du Président de la République française Monsieur Emmanuel MACRON, en faveur de la stabilité de la Côte d'Ivoire et la quiétude du monde entier.

Ainsi, le P.I.P se veut-il rassurant quant aux relations et les partenariats privilégiés habituels, actuels ou futurs, autant au niveau national qu'international. Nous considérons également que certaines orientations de pays amis, et en particulier celles de la France vis-à-vis de la Côte d'Ivoire, se doivent d'être dictées par une coopération égalitaire où les intérêts de chacun seraient pris en considération, ne donnant lieu à un système élémentaire favorisant une cogestion. En d'autres termes, nous souhaitons que tout se fasse dans le respect de nos saines spécificités, sans que cela ne devienne une fatalité pour nos peuples et les générations futures au fil du temps.

Par mesure de précaution, nous demandons à tous ceux qui de près ou de loin participent à la vie politique, économique et sociale de la Côte d'Ivoire, et spécialement à la France, de contribuer rigoureusement à la stabilité pérenne de notre pays.

À ce jour, une de nos fortes préoccupations réside dans le fait qu'à faire obstacle aux horizons d'avenir glorieux de la Côte d'Ivoire ou de l'Afrique, ce sont les Ivoiriens ou les Africains eux-mêmes d'une part, et d'autre part, les mains en acier visibles dans les gants en velours d'origine lointaine, qui étouffent la providence du Peuple.

Concernant la providence, le cas de figure suivant mérite d'être exposé :



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

Le Président de la République française Emmanuel MACRON peut figurer sur la liste (le livre d'or) des élus à la Présidence française, aujourd'hui.

Une des raisons, en tout état de cause, en est que le Président de la République française François HOLLANDE, ne parvenant pas à gagner son pari sur le chômage, a tenu sa promesse de ne pas se présenter à l'élection présidentielle pour une seconde mandature. Voici l'honnêteté intellectuelle et la morale politique dont les hommes d'Etat doivent se prévaloir, et qu'ils doivent être appelés à honorer. Les Ivoiriens ou Africains n'en demandent pas plus ni moins.

En France, les gilets jaunes, avec parfois grande violence, ont lutté, et en récoltèrent des fruits à l'abondance plus ou moins relative, parce qu'ils luttèrent contre un président élu, garant de la Constitution, et dont le souci permanent était de veiller à son strict respect ; en Côte d'Ivoire, la population lutte contre un régime hors cadre constitutionnel, qui a failli à son devoir régalien de garantir la Constitution et à travers elle la cohésion nationale, en vue de créer un terrorisme d'état avec des crises communautaires planifiées.

« NI NEUTRE, NI PARTISAN MAIS FAROUCHE ARTISAN DE LA PAIX ! »

Soyons clairs : Le Parti Ivoirien du Peuple n'a pas vocation à faire démonstration d'attaques ad hominem ou partisanses ; c'est la raison pour laquelle nous sommes un point de référence à l'alternative pour le Bien Commun de l'État et le Respect de la Nation de Côte d'Ivoire de par le monde.

L'Alternative au Nombriisme Anticonstitutionnel, telle est l'alliance que le P.I.P propose à toute la Côte d'Ivoire, ainsi qu'à la Communauté Internationale. Une alliance qui peut éloigner la Nation Ivoirienne de la désintégration sociale provoquée par l'irrespect de l'Exécutif à l'égard de Légalité Politique Nationale.

L'éclairage sur le juste usage qui doit être fait de la fonction de Président de la République de Côte d'Ivoire demeure doublement la Dignité à l'État, regardant les prérogatives qui en déterminent l'essence, et au peuple qu'il est censé représenter partout, sous tous les cieux du monde, dans l'Esprit Étatiste à 360°.



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

Ainsi, un Chef d'État, dont l'action va à l'encontre de l'intérêt national, ne mérite pas le respect du peuple qu'il est censé gouverner.

Face à un tel manquement, le P.I.P en appelle à une prise de conscience collective afin d'œuvrer avec tous pour garantir la séparation stricte des Pouvoirs et de leurs dévolutions d'une part, et d'autre part veiller au non-cumul des fonctions et mandats afin d'assurer le bon fonctionnement de l'appareil d'Etat au service de la citoyenneté.

Nous réitérons que le Chef d'État a indigné le peuple qu'il gouverne ; en modifiant la Constitution à son compte uniquement, c'est comme s'il se croyait rajeunir ; la Constitution à souhait modifiable et reniée selon son bon plaisir, n'est pour lui qu'une cure de Jouvence.

Phénix incendiant tout sur son passage pour renaître de ses cendres, OUATTARA se veut substance chimique qui a pris le bois dont est fait l'arbre Constitutionnel pour un combustible, dont il a décrété la combustion pour brûler toute la Nation Ivoirienne, dans son macabre sacrifice rituel de résurrection de sa tombe politique.

Par l'acharnement du Président OUATTARA de faire croire au monde que la présidence de Côte d'Ivoire est son bien inaliénable, mais son corps même, dont nul ne peut disposer si ce n'est lui et lui seul, la Nation voit brisés tous ses fondements de stabilité et d'humanité, en ce moment précis.

L'entêtement du Président OUATTARA, au terme de sa présidence, d'espérer la voir prolonger par quelque subterfuge d'apparat, menace la cohésion sociale, par l'insécurité et l'injustice provoquées.

Nous invitons donc le Président à revoir sa position en faisant un pas en arrière. Et préconisons que le combat interne en l'Etat-Nation à mener se fasse en faveur de l'Unité et la Paix, contre l'Iniquité et la Désunion.

« La paix n'est pas un vain mot, c'est un comportement ».

Nul besoin de rappeler la pensée universelle du Premier Président de la République de Côte d'Ivoire Son Excellence Félix HOUPHOUËT BOIGNY,



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

Cela n'est pas inutile de vous le répéter. Car l'heure est grave, la tête de la pyramide du pouvoir ivoirien se putréfie ; cela influe sur la géométrie de l'ensemble du monument républicain.

Le P.I.P tire sur la sonnette d'alarme pour éviter le risque d'écroulement en montrant la voie ; l'exigence du respect des règles du pays, institutions légales, et la défense acharnée du Pays contre toute attaque.

Le P.I.P confirme qu'il est contre et n'a pas accepté qu'un an seulement après la première réélection du Président OUATTARA, celui-ci procède à une manœuvre de DESTITUTION DE LA CONSTITUTION IVOIRIENNE par la Post-Constitution Ivoirienne de 2016 (rentrée en vigueur en tant que et par la loi n°2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire).

Le Parti Ivoirien du Peuple ne s'attachera pas à la Constitution actuelle qui fait état d'artefact, de simulacre constitutionnel dans un État de Droit.

La Population Ivoirienne n'est pas sans ignorer qu'en supprimant la Constitution, Son Excellence prétend faire table rase du Passé ; mettre les pendules à zéro.

Les Ivoiriens et Ivoiriennes attendent des actes forts permettant l'émergence d'une indispensable paix face à leur mal-être. Ils veulent réfléchir à l'unisson, dans un corps non plus sinistré, à l'architecture du modèle économique propre d'un pays de droit pour sauvegarder le bien-être des familles.

L'OCCUPATION DE L'ÉTAT PAR CAPRICE, OU LA RÉSISTANCE DE LA NATION PAR SACRIFICE ?

NUL N'EST BESOIN DE NIER !

Sur les Réseaux, dans les Ambassades, dans les Rues, les Campagnes, les Ministères, les Universités, les Officines mêmes du Pouvoir, il n'est personne qui n'ignore la vérité face à cette mascarade constitutionnelle.

Prenez donc vos responsabilités, faites-vous un examen de conscience, tuez en vous le goût poussé du pouvoir, sans faire tuer les vies de vos concitoyens. Ceci se faisant, vous rentrerez dans l'histoire par la grande porte.



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

POST-CONSTITUTION, POST-ÉTAT, POST CÔTE D'IVOIRE, POST-IVOIRIENS,

L'USURPATION N'EST PAS UNE CHOSE AISÉE ; SA JUSTIFICATION ENCORE MOINS.

Tout pouvoir fondé sur une personne singulière est limité par les réalités de sa propre singularité, de son personnalisme et de son individualisme.

Enfin, le plus incroyable serait que, si d'aventure vous ordonniez le désordre, la population ivoirienne voudrait activer le désordre par justice.

À L'ADRESSE DE L'OPPOSITION IVOIRIENNE

Le Parti Ivoirien du Peuple se doit d'être impartial, et juste, en reconnaissant et situant les responsabilités de chaque partie dans la crise actuelle. Nous vous demandons de ne pas vous servir, comme vous le faites actuellement, de la population ivoirienne comme du bouclier humain de vos ambitions politiques.

Partis de l'opposition, vous êtes autant responsables du charnier que nous tend l'irresponsabilité politique du pouvoir en Côte d'Ivoire dès lors que vous vous livrez au sacrifice des civils Ivoiriens pour votre propre gloire. L'Histoire de notre pays, comme les mémoires du monde entier tacheront assurément de s'en souvenir. Partis de l'opposition ivoirienne, la Côte d'Ivoire, l'Afrique et le Monde vous observent, et ne fait que constater jour après jour la délétère influence que vous avez sur les Citoyens de notre pays.

En livrant la société civile en pâture à un pouvoir barbare et dictatorial, en chair à canon, pour vos intérêts, sans tout mettre en œuvre pour la protéger d'elle-même et des forces présumées opposées aux vôtres, vous risquez de ne pas paraître aux yeux du monde et des Ivoiriens autrement que comme l'une des faces de la pièce antique de la déliquescence élite trinitaire qui s'entre-déchire depuis les années 90, la seconde face du sapèque étant occupée par la silhouette de votre jumeau RHDP. Trinitaire élite en déliquescence, tributaire du délitement continu de la maison ivoirienne en ses fondations, tel ne doit plus être la raison d'être attribué à ceux en charge de la marche du pays.



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

Partis de l'opposition ivoirienne, le Parti Ivoirien du Peuple vous enjoint donc avec la plus grande fermeté de ne pas faire l'autruche, mais de regarder la vérité en face : les causes du trouble actuel sont les mécanismes mis en œuvre, le même logiciel, le même programme de pensée et d'action politique qui meut vos actes et décisions. Comme dans le cadre de la chute de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, le démembrement dérive moins d'une question de personne ou d'exécutif que d'une question de système et de fonctionnement politique.

Au lieu de simplement conspuer OUATTARA, interroger le système d'État et de parti pris qu'aujourd'hui vous revendiquez également comme votre bien dû, en vertu du passé commun qui en lie les associés que vous êtes.

Chers Ivoiriens, soyez conscients et préparés ; on ne peut éteindre l'incendie avec le briquet du pyromane.

Partis de l'opposition, vous avez été aux commandes de la Côte d'Ivoire pendant tant d'années, pendant tant de décennies, que vous en avez occupé tous les hauts postes de commandement, de contrôle administratif, de gestion de crise. À cet égard avez-vous la connaissance des responsabilités qui incombent à qui prétend assurer la paix et l'ordre public. Quel que soit le combat, les vies civiles doivent être sécurisées, leur bien-être et protection assurées, les menaces envers leur intégrité neutralisées.

Si tel n'est pas le cas, ceux qui faillissent à leur devoir d'assurer la mission de sûreté public devront de leurs actes répondre, et de leurs fonctions être démis.

Précisons que toute personne ou toute organisation qui se rendrait coupable de mettre en danger la vie de ses concitoyens, ou de celles de ressortissants de pays tiers, comme cela est actuellement le cas en Côte d'Ivoire, devra également en répondre devant les autorités compétentes.

Parti de l'opposition ivoirienne, le Peuple Souverain de Côte d'Ivoire, pour qui seul vous devez militer, ne demande rien d'autre de vous que la preuve claire, à chaque instant démontré, que vous êtes pour lui.

Le Parti Ivoirien du Peuple n'accepte qu'il vous serve d'échelle, de pont pour accéder à ce qui ne vous a jamais été étranger : le pouvoir de Côte d'Ivoire.

Sachons tous, Ivoiriens, reconnaître que le pouvoir ivoirien est aux mains du peuple ivoirien ; les détenteurs du pouvoir exécutif n'en ont que reçu le mandat, sous contrôle



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

de l'organisation de la communauté nationale. Que les décisions publiques et leur application soit pour le bien commun, dans le strict respect de règles institués par la Nation. Que les décisions politiques et leurs applications ne soient en défaveur de la population civile ivoirienne, et tournées vers l'intérêts de forces politiques.

Sinon du peuple, rendu incandescent, jaillira le chaos qui aura raison de ceux qui veulent se jouer de lui comme d'une marionnette. Le Peuple Ivoirien Libre se soulèverait alors, brûlant les ficelles qui veulent le tenir, et ceux-là même qui les tirent pour leur intérêt propre, contre la prospérité et l'auto-détermination de la Communauté Ivoirienne.

Ce ne serait alors que l'affirmation du droit du peuple de Côte d'Ivoire de disposer de lui-même, qui s'imposerait en opposition véritable à l'opposition de tutelle qui voudrait de leur libre-arbitre, et de leur futur à construire, en disposer.

Les Ivoiriens ne doivent, jamais, être chosifiés, animalisés, dépouillés de leur fierté, leur dignité, ni n'être vendus pour que d'autres, à travers eux, se maintiennent de par la valeur que leur statut politique leur confère.

Il ne sera permis que les Ivoiriens soient victimes, une fois de plus, du jeu de la politique du trouble permanent, dont ils seraient les jouets maniables, corvéables, à la merci des caprices du système Partisaniste ivoirien et tous ses satellites, prêts à atterrir, écrasant, comme convenu par la nomenclatura d'occupation et de colonisation de la vie publique ivoirienne, encore l'intérêt supérieur de la Nation et le droit du peuple.

À L'INTENTION DE LA POPULATION CIVILE IVOIRIENNE ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE,

LE PARTI IVOIRIEN DU PEUPLE FAIT LE CONSTAT DE L'ÉTAT ACTUEL :

L'État de Droit en Côte d'Ivoire est PERDU.

Saisissez-votre DROIT, en Votre NOM et pour Votre Salut,

Sans Peur ni Reproche,



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

Consciencieux, Unis, Disciplinés.

Ivoiriennes, Ivoiriens, honorables représentants de la Communauté internationale,

LE PARTI IVOIRIEN DU PEUPLE FAIT LES PROPOSITIONS SUIVANTES :

- 1- Au-delà du financement public accordé uniquement aux partis politiques possédant des députés (Article 3 de la loi N°2004-459 de la loi relative au financement sur fonds publics des partis et groupements politiques et des candidats à l'élection présidentielle), le Parti Ivoirien du Peuple demande la création d'un second financement où l'élargissement du financement public actuel sous la forme :
 - D'une subvention affectée aux partis et groupements politiques en fonction du nombre de suffrages exprimées aux différentes élections des collectivités territoriales.
 - D'une subvention affectée aux partis politiques participant activement à la vie politique de la Côte d'Ivoire, répondant à certains critères.
- 2- Dans le cadre des élections présidentielles du 31 Octobre 2020, une part immense d'Ivoiriens, dont la diaspora-ivoirienne, se retrouvent dans l'impossibilité de se voir délivrer ou renouveler leur passeport et en même temps de pouvoir être inscrit sur la liste électorale. Le Parti Ivoirien du Peuple demande une facilitation, d'une part, dans la délivrance et le renouvellement des passeports auprès des ambassades et consulats appelés à se rapprocher des citoyens, et d'autre part, une inscription si possible en ligne sur les listes électorales pour tous les ivoiriens et ivoiriennes qui en feront la demande.
- 3- Vu la crise sanitaire exceptionnelle et les conditions de tensions planant actuellement sur le territoire, il est primordial de rassurer et d'apaiser nos concitoyens afin d'aboutir à des élections présidentielles paisibles, et non organisées « à bride abattue », évitant ainsi que l'histoire se répète. C'est pourquoi, le Parti Ivoirien du Peuple demande le report des élections présidentielles d'au moins six mois minimum afin de répondre aux besoins exprimés dans le point n°2, et aboutir enfin à une pleine politique de sécurité sanitaire.



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci

- 4- Un Haut-commissariat, appelons-le comme il conviendra, doit prendre forme, composé d'Ivoiriens éprouvés, non parties prenantes au conflit. Il doit ramener la véritable paix, l'équité, la probité, la liberté, la justice, la cohésion nationale et la démocratie en Côte d'Ivoire.

DU PEUPLE, POUR LE PEUPLE, PAR LE PEUPLE ET AVEC LE PEUPLE !

POUR LE PARTI IVOIRIEN DU PEUPLE,

LE PRÉSIDENT,

GNADOU Dano Zady,

Fait à Châteaubriant, le 15 Août 2020.



Contact presse : 06 69 57 05 61

Mail : contact@pipci.org

Url : www.pip.ci